



unesco

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

215 EX/37

Conseil exécutif

Deux cent-quinzième session

PARIS, le 5 octobre 2022
Original anglais

Point 37 de l'ordre du jour provisoire

**APPLICATION DE LA RÉSOLUTION 41 C/51 ET DE LA DÉCISION 214 EX/23
CONCERNANT LES INSTITUTIONS ÉDUCATIVES ET CULTURELLES
DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPÉS**

Résumé

Le présent document est soumis en application de la décision 214 EX/23 et de la résolution 41 C/51.

Il rend compte de l'assistance fournie à l'Autorité palestinienne et aux parties palestiniennes concernées, ainsi que de l'évolution de la situation depuis la 214^e session du Conseil exécutif.

Il n'y a aucune incidence financière et administrative.

Décision requise : paragraphe 43.



Job: 202202591

INTRODUCTION

1. La période visée par le rapport va de mars à août 2022.
2. Le document 215 EX/36 « Palestine occupée » donne des informations détaillées sur les activités de l'UNESCO à Gaza. Ces informations ne figurent donc pas dans le présent document.

ÉDUCATION

3. En Palestine, la crise qui se prolonge continue d'affecter les résultats scolaires à tous les niveaux. Si la Palestine a l'un des taux de scolarisation dans l'enseignement primaire les plus élevés de la région, des défis importants demeurent dans l'accès à l'éducation, en particulier pour les élèves des groupes et communautés vulnérables. En outre, la pandémie de COVID-19 a considérablement nui à l'éducation.
4. L'escalade de violence de mai 2021 a aggravé les vulnérabilités existantes et compromis le bien-être et la protection des enfants. Les dégâts subis par 136 écoles gérées par l'Autorité palestinienne ont touché 121 092 enfants et aggravé la pénurie de salles de classe à Gaza. Soixante-cinq pour cent des écoles de Gaza fonctionnent en double ou triple vacation, ce qui raccourcit la journée scolaire, parfois à quatre heures seulement¹. En outre, au cours du premier semestre de 2022, l'ONU a enregistré 115 atteintes à l'éducation en Cisjordanie. Selon le même rapport, cela a eu des incidences sur près de 8 000 élèves, augmentant le risque qu'ils abandonnent l'école².
5. Dans ce contexte, l'UNESCO a renforcé son soutien aux efforts déployés au niveau national pour assurer à tous une éducation et un apprentissage tout au long de la vie inclusifs, équitables et de qualité, en appuyant la mise en œuvre de la politique nationale d'éducation inclusive et en dotant les jeunes des compétences dont ils ont besoin pour accéder au marché du travail. En tant que conseillère technique auprès du Groupe de travail du Secteur de l'éducation, l'UNESCO aide également le Ministère de l'éducation et le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique à relever les différents défis par le biais de conseils sur les politiques et d'interventions sur le terrain.
6. Au cours de la période considérée, l'UNESCO a formé à l'éducation inclusive 1 752 enseignants d'écoles sélectionnées afin de leur donner les connaissances et les aptitudes nécessaires pour dispenser une éducation inclusive et doter les jeunes des compétences de la vie courante. Dans le cadre du programme pluriannuel de l'initiative « Éducation sans délai » pour le renforcement de la résilience en Palestine (ECW/MYRP), l'UNESCO continue de soutenir l'enseignement à l'hôpital pour les élèves malades qui restent longtemps hospitalisés, à travers la formation des enseignants et le soutien psychosocial.
7. L'UNESCO continue de travailler sur l'apprentissage à distance en Palestine en fournissant des équipements de télévision qui devraient être livrés d'ici à novembre 2022. En outre, une formation a été dispensée aux enseignants pour qu'ils élaborent des cours de qualité à diffuser sur la chaîne éducative.
8. Dans le cadre de son projet TVET4Future, financé par l'Agence belge de développement (Enabel), l'UNESCO a mené des campagnes de sensibilisation sur les activités d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) en Cisjordanie, comme elle l'avait fait à Gaza. Toujours dans le contexte de ce projet, des travaux ont été menés sur la prévision des compétences afin d'anticiper les besoins du marché du travail dans les années à venir. Cela permettra d'orienter les jeunes vers les carrières qui seront nécessaires en Palestine et aidera les responsables politiques à combler le fossé entre l'offre et la demande. En outre, l'UNESCO travaille avec les partenaires

¹ https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/education_cluster_report_on_damage_in_educational_facilities_in_gaza_final.pdf.

² <https://www.ochaopt.org/content/13-million-palestinian-children-face-risks-they-go-back-school>.

concernés à la mise à jour du système palestinien d'information sur le marché du travail (LMIS), qui constituera un outil essentiel pour mettre en relation les demandeurs d'emploi et les employeurs.

9. Par ailleurs, l'UNESCO, en étroite coopération avec l'UNICEF, a fourni une assistance technique essentielle au Ministère de l'éducation et au Ministère de l'enseignement supérieur pour l'organisation des **consultations nationales préparatoires au Sommet sur la transformation de l'éducation**, prévu à New York le 19 septembre 2022. La première consultation nationale a eu lieu le 23 juin 2022 et a réuni environ 120 participants, dont des représentants de ministères, d'ONG, du secteur privé, des enseignants, des parents et des représentants de la jeunesse, lesquels ont contribué aux cinq pistes d'action du Sommet et aidé à rédiger la déclaration gouvernementale présentée à New York. Un atelier de consultation similaire s'est déroulé les 20 et 21 juillet 2022 à Gaza pour assurer la communication des informations de toutes les parties prenantes des différentes zones, et un autre le 8 août 2022, à Ramallah, avec le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

10. Afin de renforcer ses relations avec le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, le Bureau de l'UNESCO à Ramallah a signé une lettre d'intention en mars 2022 visant à intensifier son aide à différents domaines prioritaires du Ministère, en particulier la politique éducative, l'EFTP, l'assurance qualité et la recherche scientifique, ce qui inclut le renforcement des capacités dans le cadre du programme existant de l'UNESCO, tout en poursuivant le soutien essentiel au système de suivi et d'évaluation et l'élaboration du nouveau plan stratégique pour l'enseignement supérieur. L'UNESCO doit apporter son soutien à la promotion de l'EFTP en tant que filière importante pour les jeunes en Palestine, parallèlement à la voie générale de l'enseignement supérieur, en vue de la réduction du taux de chômage élevé chez les jeunes.

11. Enfin, la Directrice générale a approuvé, dans le cadre du Programme de participation, une demande présentée par la Palestine en vue de l'octroi d'une aide d'urgence à 50 étudiants palestiniens résidant en Palestine pour qu'ils puissent poursuivre leurs études universitaires. Cette demande fait suite à de précédentes décisions des organes directeurs de l'UNESCO concernant le renforcement de l'aide de l'Organisation aux institutions éducatives palestiniennes.

12. Les informations concernant les lettres reçues pendant la période considérée figurent à l'annexe du présent document.

CULTURE

13. Au cours du premier semestre de 2022, l'UNESCO a continué de mener des activités en faveur de la protection et de la promotion de la culture, malgré les défis présents dans l'environnement de travail en Palestine. L'Organisation et ses principaux partenaires ont pu mettre en œuvre les projets en cours et obtenir les résultats concrets présentés ci-dessous.

14. L'accord signé en janvier 2022 entre le Bureau de l'UNESCO à Ramallah, le Consulat général d'Italie à Jérusalem et l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS Jérusalem) en vue de la mise en œuvre d'un projet de trois ans intitulé « La conservation et la gestion de Tell es-Sultan » (1,13 million d'euros), relève d'un partenariat multipartite plus large, dans le cadre duquel une collaboration globale a été établie entre l'UNESCO, le Ministère du tourisme et des antiquités de Palestine, l'Université de Rome « La Sapienza » et l'Agence italienne pour la coopération au développement. Une réunion de coordination a eu lieu le 1^{er} août 2022 avec les partenaires du projet pour discuter du mécanisme de coordination et élaborer le mandat du comité directeur qui guidera la mise en œuvre du projet. Tell es-Sultan compte parmi les sites archéologiques les plus importants de Palestine et figure sur sa Liste indicative. Le projet vise à promouvoir ce site en tant que moteur de développement économique et social et à attirer des investissements nationaux et internationaux dans le tourisme, qui profiteront à la population locale. L'un des principaux résultats attendus est le renforcement des capacités des parties prenantes et des professionnels nationaux en matière de conservation, de gestion et de promotion du patrimoine culturel, ainsi que la contribution directe de la population locale à la gestion efficace et à la promotion de Tell es-Sultan.

15. En conclusion réussie du projet « *Développement local par la réhabilitation et la revitalisation de l'environnement historique bâti en Palestine* », financé par la Suède, l'UNESCO a finalisé une publication très complète sur les réussites et les bonnes pratiques du projet intitulée « *New Future for Forgotten Spaces* » (Un nouvel avenir pour les espaces oubliés). Cette publication sera imprimée et largement diffusée en tant que document de référence témoignant des réussites du projet et de la riche expérience accumulée au cours des neuf années de sa mise en œuvre.

16. L'UNESCO a appuyé la mise au point d'un plan d'aménagement urbain détaillé pour le site du patrimoine mondial « [Palestine : terre des oliviers et des vignes – Paysage culturel du sud de Jérusalem, Battir](#) », en vue de fournir des codes et règlements de construction pour la zone tampon du site, de façon à gérer efficacement la transformation urbaine de ce dernier. Un ensemble complet de cartes thématiques et de règlements de construction détaillés pour la Vieille Ville et d'autres parties de la zone tampon a été finalisé et soumis à la municipalité de Battir. Le plan urbain détaillé a été élaboré en coopération avec le Ministère du tourisme et des antiquités, la municipalité de Battir et le Ministère des collectivités locales, qui sont responsables de son approbation finale.

17. La rénovation du musée Riwaya à Bethléem, financée par la Norvège, a progressé au cours de la période considérée, avec l'achèvement des travaux de rénovation en cours, et la préparation et la publication de l'appel d'offres pour la rénovation finale, qui permettra de moderniser les installations audiovisuelles, de répondre à toutes les normes de protection civile et d'effectuer les travaux de finition. Des discussions avec l'entité responsable de la gestion du musée ont été engagées au sujet de l'élaboration du contenu qui sera produit lors de la phase finale du projet.

18. L'UNESCO aide actuellement le Ministère de la culture dans le processus d'élaboration du rapport périodique sur la mise en œuvre de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel au niveau national en Palestine. Un atelier régional de renforcement des capacités consacré à l'élaboration des rapports périodiques de 2022 dans la région des États arabes a été suivi par le point focal de la Convention de 2003 au Ministère de la culture en mars 2022. Plusieurs réunions de suivi et consultations ont eu lieu entre avril et juin 2022, et l'UNESCO continuera d'aider le Ministère dans l'établissement du rapport et la collecte d'informations pertinentes jusqu'à sa présentation en décembre 2022.

19. Dans le cadre d'un projet financé par le Japon et portant sur les compétences numériques et l'apprentissage à distance, et dans le but de promouvoir l'intersectionnalité, six vidéos pédagogiques et un manuel sur six métiers traditionnels en péril ont été produits. En outre, dans le cadre de ce projet et pour mieux comprendre l'interconnexion entre l'artisanat traditionnel et les savoirs locaux d'une part, et le patrimoine vivant qui continue de définir et de façonner les biens du patrimoine mondial de Bethléem et de la Vieille Ville d'Hébron/Al-Khalil d'autre part, des recherches poussées sur l'artisanat, les pratiques et les savoirs traditionnels ainsi que sur les compétences ont été menées au sein des deux sites. Par ailleurs, deux formations sur le marketing numérique ont été organisées, l'une en Cisjordanie et l'autre à Gaza, avec pour objectif de développer les capacités d'un groupe d'artistes et d'artisans palestiniens en matière de marketing numérique et d'améliorer leur accès aux marchés national et international. Dans le cadre de la formation tenue à Gaza, une [plate-forme en ligne inclusive](#) a été élaborée pour la promotion, l'exposition et la vente en ligne de la production des artistes palestiniens.

20. Le projet « [Repenser les politiques culturelles pour la promotion des libertés fondamentales et la diversité des expressions culturelles en Palestine](#) », financé par la Suède au titre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005) et mis en œuvre avec succès par l'UNESCO, a pris fin le 30 juin 2022. Les activités présentées ci-dessous ont été organisées pendant la période considérée :

- En coopération avec la municipalité de Bethléem et dans le cadre des célébrations de l'événement *Bethléem, capitale arabe de la culture (2020)*, ainsi que de l'*Année internationale de l'économie créative au service du développement durable (2021)*, une étude et une vidéo portant sur les principales industries culturelles et créatives de Bethléem et de son gouvernorat ont été produites pour évaluer la contribution de ces industries à la

dynamisation de l'économie locale. Un colloque a été organisé le 24 mai 2022 pour présenter les résultats de l'étude et conclure l'activité.

- Entre mai et juin 2022, l'UNESCO a organisé une série de trois formations virtuelles sur l'économie créative en coopération avec la City, University of London. Ces formations ont abordé trois sujets différents en lien avec l'économie créative, à savoir sa définition générale et sa compréhension, la politique en matière d'économie créative et la numérisation.
- En juin 2022, l'UNESCO et le Ministère de la culture ont organisé une conférence pour discuter avec les centres culturels de Cisjordanie et de la bande de Gaza de la situation de la culture après la pandémie de COVID-19, mais aussi examiner les politiques culturelles et les mesures visant à renforcer les industries culturelles et la numérisation de la culture. Le [rapport « Repenser les politiques en faveur de la créativité : la culture, un bien public mondial » \(2022\)](#) a été présenté officiellement et son résumé en arabe a été diffusé. La conférence a également été l'occasion de présenter les résultats des études élaborées dans le cadre du projet, intitulées *L'impact de la COVID-19 sur la culture* et *La culture numérique en Palestine*.
- L'UNESCO a parrainé quatre épisodes radiodiffusés, dont l'un a abordé le rapport mondial « *Repenser les politiques pour la créativité* », ainsi que le travail d'élaboration du rapport périodique quadriennal en Palestine. Un épisode a permis d'examiner les conclusions des deux études susmentionnées (*L'impact de la COVID-19 sur la culture* et *La culture numérique en Palestine*), tandis qu'un autre a traité de l'égalité des genres dans les politiques culturelles et les industries créatives en Palestine. Le dernier épisode, en anglais, a présenté le mandat de l'UNESCO dans le domaine de la culture et son rôle de conseillère technique en matière de politiques culturelles.
- Le 20 juin 2022, les partenaires palestiniens du projet ont participé à un échange virtuel entre pairs sur les résultats et les réalisations du projet, aux côtés des partenaires et experts du projet de 15 autres pays bénéficiaires et du représentant de la Suède.

21. Dans le contexte du programme mené conjointement par l'Union européenne (UE) et l'UNESCO, « [Appui aux nouveaux cadres réglementaires visant à renforcer les industries culturelles et créatives et la promotion de la coopération Sud-Sud](#) », l'Organisation aide le Ministère de la culture à renforcer et à favoriser l'écosystème cinématographique palestinien en consolidant le cadre réglementaire. Au titre du programme d'assistance technique, le Ministère de la culture doit concevoir la structure d'un institut national du cinéma ainsi qu'une politique cinématographique et un plan d'action pour un dispositif juridique destiné à guider les activités de l'institut du cinéma. Une séance d'échange entre pairs avec le Centre national tunisien du cinéma et de l'image a eu lieu le 28 avril 2022, et une réunion de groupes thématiques, rassemblant les parties prenantes du secteur, a eu lieu les 5 et 6 juin 2022 pour évoquer la structure et le cadre juridique de l'institut du cinéma et recueillir des avis à leur sujet. Dans le cadre de ce même projet, des répertoires des films et des productions sont en cours d'élaboration et seront accessibles sur une plate-forme en ligne avant que le programme ne s'achève, à la fin de décembre 2022.

22. Un représentant du Ministère palestinien de la culture a participé, avec d'autres représentants de pays bénéficiaires et de plusieurs bureaux hors siège de l'UNESCO, dont le Bureau de l'UNESCO à Ramallah, à l'atelier d'apprentissage entre pairs sur les politiques en faveur de la créativité, qui avait pour thème le suivi et mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005) et qui s'est déroulé à Swakopmund (Namibie), du 29 mars au 1^{er} avril 2022. Cette rencontre a débouché sur un échange d'informations fructueux entre les différents pays bénéficiaires des programmes UE-UNESCO et Repenser les politiques culturelles, en offrant un espace pour discuter et présenter des outils et des travaux de recherche spécifiques sur les nouveaux domaines stratégiques lors de séances plénières et de groupes de réflexion.

23. L'UNESCO a finalisé la traduction et la conception de l'étude menée en vue de dresser l'état des lieux du secteur culturel en Palestine à travers des statistiques qui mesurent la contribution transversale

de la culture à la réalisation des ODD. Ce rapport est en cours d'examen par la Fondation Drosos, principal partenaire de financement, et sa version finale sera publiée en ligne en septembre 2022.

24. Par l'intermédiaire du Fonds d'urgence UNESCO pour le patrimoine, le Bureau de l'UNESCO à Ramallah a réalisé une évaluation des besoins après une catastrophe pour quantifier les dégâts, les préjudices et les conséquences de l'escalade de violence de mai 2021 ; ce document contient également une proposition de cadre de relèvement. L'évaluation des besoins après une catastrophe et le cadre de relèvement ont été finalisés et leurs conclusions ont été présentées le 6 juillet 2022 à Gaza. Par le biais de son Fonds d'urgence pour le patrimoine, l'UNESCO a également contribué à la réhabilitation d'un bâtiment historique de la vieille ville de Gaza – la maison al-Wehidi – afin d'accueillir l'association Basma pour la culture et les arts, qui avait perdu ses locaux lors de l'escalade de violence de 2021. La contribution de l'UNESCO a permis de stabiliser les parties les plus fragiles et endommagées du bâtiment, tandis que les contributions d'autres sources permettent la réhabilitation complète du bâtiment, qui devrait être achevée d'ici à fin 2022.

25. Les informations concernant les lettres reçues pendant la période considérée figurent à l'annexe du présent document.

COMMUNICATION ET INFORMATION

26. Entre mars et fin juillet 2022, le Centre palestinien pour le développement et la liberté des médias (MADA) a relevé un total de 201 atteintes à la liberté des médias, dont des refus de laisser couvrir un événement, des mises en détention, des agressions physiques et deux homicides³.

27. Le 11 mai 2022, la journaliste de télévision américano-palestinienne Shireen Abu Akleh a été tuée par balles alors qu'elle effectuait un reportage à Jénine. La Directrice générale de l'UNESCO a condamné le meurtre et demandé une enquête approfondie, à l'instar du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, de la Coordinatrice des Nations Unies des opérations humanitaires pour le territoire palestinien occupé et du Porte-parole du Secrétaire général de l'ONU.

28. À l'occasion de la Journée mondiale de la radio et du lancement de Radio Philistia, en coopération avec l'UNESCO, un épisode spécial intitulé « La radio communautaire : un mécanisme pour renforcer la confiance en Palestine » a été diffusé le 7 février 2022, avec la participation d'invités nationaux de deux stations de radio locales et de l'ONG Association de la jeunesse palestinienne pour le leadership et l'exercice des droits (PYALARA). Le 13 février 2022, un autre épisode enregistré avec Radio Philistia a été diffusé en collaboration avec l'UNESCO. Le Bureau de l'UNESCO à Ramallah et PYALARA ont mobilisé les stations de radio participantes dans le cadre du projet d'éducation aux médias et à l'information « Radio locale et normes en matière d'éducation aux médias et à l'information ».

29. En mars 2022, l'UNESCO, en partenariat avec le Centre de développement des médias de l'Université de Bir Zeit, a lancé un programme de gestion de l'infodémie en Palestine, financé par le **Programme international pour le développement de la communication (PIDC)**. Cette formation de cinq modules s'adressait à 20 journalistes hommes et femmes de Cisjordanie et à 20 de la bande de Gaza. Elle avait pour thème la production de contenus numériques sur les questions sanitaires, le multimédia dans le domaine de la santé, les podcasts ainsi que la production d'infographies et de visuels. Elle sera suivie d'un mentorat et d'un accompagnement professionnel individualisé des stagiaires, qui produiront des contenus d'ici à fin 2022.

30. S'appuyant sur l'organisation de ses premières séances de soutien psychosocial mises au point en 2021 face à l'escalade de violence à Gaza en mai 2021, le Bureau de l'UNESCO à Ramallah propose des séances supplémentaires à Gaza et en Cisjordanie. De septembre 2022 à mars 2023, ces séances bénéficieront également aux femmes journalistes de Jérusalem. Un manuel d'autoprotection a en outre été publié afin de fournir des conseils en arabe aux journalistes en détresse. Ce document est destiné à servir dans toute la région arabe, y compris en Palestine.

³ <https://www.madacenter.org/en/article/1380/>.

31. Le Bureau de l'UNESCO à Ramallah révisé le premier rapport national reposant sur les indicateurs d'universalité de l'Internet établis par l'UNESCO, qui vise à évaluer le degré de développement de l'Internet au niveau national en fonction des principes ROAM (Respect des droits humains, Ouverture, Accessibilité et Multiples parties prenantes). Ces travaux sont menés en collaboration avec le Centre arabe de promotion des réseaux sociaux (Hamleh).

32. En collaboration avec l'agence de publicité Safad – réseau de télévision Wattan, le Bureau de l'UNESCO à Ramallah a lancé, en avril 2022, une formation sur le renforcement des capacités des journalistes et des gestionnaires de médias, y compris l'amélioration de la formation au journalisme, financée par le **PIDC**. Cette formation s'adresse aux gestionnaires de médias et porte sur des sujets importants, tels que la gestion des crises, l'élaboration de normes éthiques pour les médias et la politique éditoriale, en mettant particulièrement l'accent sur le journalisme porteur de solutions qui adopte une approche sensible au genre.

33. Le Bureau de l'UNESCO à Ramallah, en collaboration avec la Maison de la presse et l'Union européenne, a organisé le 11 mai 2022, à Gaza, une journée portes ouvertes des médias pour marquer l'édition 2022 de la Journée mondiale de la liberté de la presse, et ce dans le cadre des activités financées par le **Programme multidonateurs de l'UNESCO pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes**. La journée portes ouvertes se focalisait sur le thème mondial de la Journée, « Le journalisme en état de siège numérique », et a permis d'examiner deux documents sur le sujet ainsi que sur l'importance des contenus numériques dans les médias. Environ 450 personnes ont participé à cette activité, parmi lesquelles des fonctionnaires, des partenaires des Nations Unies et des partenaires internationaux, des journalistes, des étudiants et des jeunes, des universitaires et des défenseurs des droits sociaux.

34. Deux juges de Palestine ont participé à la conférence régionale arabe intitulée « Rassembler les juges : le rôle des juges pour faire progresser la liberté d'expression dans la région arabe », qui s'est déroulée du 7 au 9 juin 2022 à Rabat (Maroc). Cette rencontre a rassemblé environ 40 juges de 10 pays différents ; les juges de Palestine ont alimenté la discussion en partageant les expériences et les bonnes pratiques de leur pays. Cette activité a également été financée par le Programme multidonateurs pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes.

35. Dans le cadre du soutien de l'UNESCO à une couverture médiatique professionnelle des élections et au renforcement de la liberté d'expression des citoyens, confortant ainsi le rôle des médias audiovisuels et des réseaux sociaux, l'Organisation a signé un accord avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour la réalisation de plusieurs activités, entre mai 2022 et juin 2023, afin de préparer les principaux intervenants à lutter contre la désinformation lors des processus électoraux. Ce partenariat a également permis de former des journalistes et des médias à la couverture des élections afin de créer un réflexe de vérification des faits dans les médias, de promouvoir la liberté d'expression et de sensibiliser aux normes internationales en matière de liberté d'expression.

36. Les informations concernant les lettres reçues pendant la période considérée figurent à l'annexe du présent document.

ÉGALITÉ DES GENRES

37. L'UNESCO est dûment représentée au sein de l'Équipe spéciale de la problématique femmes-hommes de l'équipe de pays des Nations Unies en Palestine et a contribué à l'élaboration d'un plan de travail annuel pour 2022, conformément aux recommandations issues de l'examen réalisé en 2021 de la grille de résultats concernant la parité des sexes contenue dans le plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies.

38. Dans la lignée du thème mondial arrêté pour l'édition 2022 de la Journée internationale des femmes, « L'égalité des sexes aujourd'hui pour un avenir durable », le Bureau de l'UNESCO à Ramallah a mené, en mars 2022, une campagne de quatre jours sur les réseaux sociaux. Lancée à l'occasion de la Journée internationale des femmes, cette campagne a mis en lumière une « journée

dans la vie » de trois femmes travaillant sur des actions environnementales en Palestine dans des domaines relevant du mandat de l'UNESCO : l'éducation et le journalisme. Cette campagne a atteint un large public et généré de nombreuses interactions sur les réseaux sociaux.

39. L'UNESCO a participé au Groupe de travail et de communication sur la Journée internationale des femmes, chapeauté par ONU-Femmes et l'Agence italienne de coopération pour le développement, et a soutenu l'élaboration et la diffusion de messages collectifs sous le slogan de la campagne commune : *She Is Inspiring. It's Time for Change!* (« Elle montre l'exemple. Il est temps de changer ! »).

40. Dans le cadre du partenariat entre ONU-Femmes et l'UNESCO, financé par le Programme multidonateurs de l'Organisation pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes, un stage de formation a été organisé en mars 2022 à destination de responsables de médias et de hauts fonctionnaires. Ce stage portait sur la production de contenus médiatiques intégrant les questions de genre et modifiant la perception et la représentation des femmes dans les médias. Il s'adressait aux médias qui avaient fait l'objet d'une évaluation et participé à une formation antérieure dans le cadre de ce même partenariat, afin d'en assurer la pérennité et la continuité. Cette activité est déployée en partenariat avec le Centre pour les droits de l'homme et la démocratie dans les médias (SHAMS) à Ramallah, Naplouse, Jénine et Hébron.

MOBILISATION DES JEUNES

41. L'UNESCO est représentée au sein du Groupe thématique des Nations Unies sur les jeunes de l'équipe de pays des Nations Unies en Palestine, sous la conduite du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Ainsi, l'Organisation a soutenu la création d'un groupe consultatif de la jeunesse en Palestine, qui a été lancé officiellement le 28 juillet 2022. Ce groupe est composé d'une vingtaine de jeunes issus de différents milieux et originaires de Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est. Ils font office de conseillers auprès des Nations Unies en Palestine, tandis que les Nations Unies les aident à défendre la cause des jeunes Palestiniens. Le 22 juillet 2022, le Bureau de l'UNESCO à Ramallah a organisé une réunion initiale avec le groupe consultatif pour présenter l'UNESCO et ses activités en Palestine ainsi que pour jeter les bases d'un dialogue et d'une collaboration futurs avec le groupe.

Golan syrien occupé

42. Le projet d'appui aux étudiants du Golan syrien occupé, lancé en 2009 et financé par le Fonds-en-dépôt japonais, a pris fin en mars 2013. Faute de ressources extrabudgétaires supplémentaires, cette aide n'a pas pu être fournie pendant la période considérée.

Projet de décision proposé

43. Compte tenu de ce qui précède, le Conseil exécutif souhaitera peut-être adopter une décision libellée comme suit :

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné les documents 215 EX/36 et 215 EX/37, ainsi que l'annexe à la présente décision,
2. Rappelant ses décisions antérieures relatives aux « institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés »,
3. Décide d'inscrire ce point à l'ordre du jour de sa 216^e session et invite la Directrice générale à lui présenter un rapport de suivi à ce sujet.

ANNEXE



unesco

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Conseil exécutif
Deux cent-quinzième session

215 EX/PX/DR.37.1
PARIS, le 5 octobre 2022
Original anglais

COMMISSION DU PROGRAMME ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES (PX)

**Point 37 APPLICATION DE LA RÉOLUTION 41 C/51 ET DE LA DÉCISION 214 EX/23 CONCERNANT
LES INSTITUTIONS ÉDUCATIVES ET CULTURELLES DANS LES TERRITOIRES ARABES
OCCUPÉS**

PROJET DE DÉCISION

Le Conseil exécutif,

I. PALESTINE OCCUPÉE

1. Rappelant sa décision 185 EX/36 et la résolution 38 C/72, ainsi que l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme relatif au droit à l'éducation, les articles 24, 50 et 94 de la quatrième Convention de Genève en ce qui concerne le déni du droit des enfants à l'éducation, la Convention de La Haye (1954) et ses Protocoles additionnels, et la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972), et rappelant également l'avis consultatif de la Cour internationale de justice, en date du 9 juillet 2004, concernant les « Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé »,
2. Ayant examiné les documents 215 EX/36 et 215 EX/37,
3. Résolument engagé en faveur de la sauvegarde des monuments, œuvres d'art, manuscrits, livres et autres biens historiques et culturels qui doivent être protégés en cas de conflit, ainsi que des écoles et de tous les établissements éducatifs,
4. Déplore les effets préjudiciables que les confrontations militaires ont eus dans les domaines de compétence de l'UNESCO à l'intérieur de la bande de Gaza, notamment en ce qui concerne les institutions éducatives et culturelles ;
5. Profondément préoccupé par les atteintes portées par l'armée israélienne aux écoles et universités palestiniennes, exige que les autorités israéliennes cessent les actions qui portent atteinte aux principes de l'UNESCO et aux dispositions de la Déclaration mondiale sur l'Éducation pour tous (1990), et réaffirme, à cet égard, que les écoles, les universités et les sites du patrimoine culturel bénéficient d'une protection spéciale et ne doivent pas être pris pour cibles ;
6. Exprime la préoccupation croissante que lui inspire le Mur, qui nuit aux activités des institutions éducatives et culturelles, et exige, à cet égard, qu'Israël, la Puissance occupante, mette fin à toutes ses activités de colonisation, notamment la construction du Mur et toute autre mesure tendant à modifier le caractère, le statut et la composition démographique du territoire palestinien occupé, y compris à l'intérieur et aux alentours de Jérusalem-Est et du monastère de Crémisan dans le Gouvernorat de Bethléem, qui nuisent au tissu social palestinien et empêchent les élèves et étudiants palestiniens d'exercer pleinement leur droit à l'éducation ;

7. Prend note avec une vive préoccupation de la censure pratiquée par Israël sur les programmes d'enseignement scolaires et universitaires palestiniens à Jérusalem-Est, et prie instamment les autorités israéliennes de mettre immédiatement fin à cette censure ;
8. Exprime sa gratitude à l'ensemble des États membres, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales concernés pour leurs importantes contributions à l'action de l'UNESCO en Palestine, ainsi que pour la construction d'écoles pour les enfants palestiniens, telles que l'école de Tana, près de Naplouse, et les deux écoles de Khan Al-Ahmar et Abu Nuwar, près de Jérusalem, et les exhorte à continuer d'aider l'UNESCO dans cette entreprise ;
9. Regrette vivement la destruction d'écoles par les autorités israéliennes, y compris les écoles d'Abu Nuwar et de Tana, et prie instamment les autorités israéliennes d'abandonner tout projet de nouvelle démolition, notamment en ce qui concerne l'école de Khan Al-Ahmar ;
10. Remercie la Directrice générale des résultats obtenus en faveur de la protection, de la reconstruction, de la réhabilitation et de la restauration des sites archéologiques et du patrimoine culturel palestiniens, l'invite à redoubler d'efforts à cet égard et à renforcer l'assistance de l'UNESCO aux institutions éducatives et culturelles palestiniennes en vue de répondre aux besoins de renforcement des capacités dans les domaines de compétence de l'UNESCO, notamment en développant le programme d'assistance financière aux élèves et étudiants palestiniens, et la prie d'organiser, dès que possible, la neuvième réunion du Comité conjoint UNESCO-Palestine ;

II. GOLAN SYRIEN OCCUPÉ

11. Invite également la Directrice générale :
 - (a) à poursuivre ses efforts visant à préserver le tissu humain, social et culturel du Golan syrien occupé, conformément aux dispositions pertinentes de ses décisions ;
 - (b) à déployer des efforts afin d'offrir des programmes d'études appropriés, et à fournir un nombre accru de bourses ainsi qu'une assistance adéquate aux institutions éducatives et culturelles du Golan syrien occupé ;
 - (c) à envoyer un expert chargé d'analyser et d'évaluer les besoins des institutions éducatives et culturelles dans le Golan syrien occupé, et de lui en rendre compte avant la 216^e session du Conseil exécutif ;

III.

12. Décide d'inscrire ce point à l'ordre du jour de sa 216^e session, et invite la Directrice générale à lui présenter un rapport d'étape à ce sujet.

ANNEXE AU DOCUMENT

Au cours de la période considérée, le Secrétariat a reçu la correspondance ci-après en rapport avec le présent point :

Date	De	Objet
7 avril 2022	Ambassadeur, Délégué permanent de la Palestine auprès de l'UNESCO	Attaques contre les institutions éducatives et violations du droit à l'éducation
25 avril 2022	Ambassadeur, Délégué permanent de la Palestine auprès de l'UNESCO	Attaques contre les institutions éducatives et violations du droit à l'éducation
24 mai 2022	Ambassadeur, Délégué permanent de la Palestine auprès de l'UNESCO	Le meurtre de la journaliste Shireen Abu Akleh
8 juillet 2022	Ambassadeur, Délégué permanent de la Palestine auprès de l'UNESCO	Le meurtre de la journaliste Shireen Abu Akleh
29 juillet 2022	Ambassadeur, Délégué permanent de la Palestine auprès de l'UNESCO	Fouilles signalées à Tel Tibnah
1 ^{er} septembre 2022	Ministre palestinien des affaires étrangères et des expatriés	Violations du droit à l'éducation
7 septembre 2022	Ambassadeur, Délégué permanent de la Palestine auprès de l'UNESCO	Organisations des droits de l'homme et de la société civile en Palestine
14 septembre 2022	Ambassadeur, Délégué permanent de la Palestine auprès de l'UNESCO	Attaques contre les institutions éducatives et violations du droit à l'éducation